



PHOTO : FMI/KIM HAUGHTON

Pas de retour en arrière

Investir dans des mesures au service des populations permettra de bâtir une meilleure économie pour le monde de l'après-crise

Kristalina Georgieva

ALORS QUE LA PANDÉMIE SÉVIT DE NOUVEAU dans de nombreux pays, il est naturel de vouloir revenir rapidement à un monde pré-pandémique. Nous aimerions tous dissiper au plus vite les nuages d'incertitude, de frustration et de désespoir. Le virus a fait plus d'un million de victimes, et des centaines de millions de personnes ont été à jamais marquées par l'augmentation de la pauvreté, les pertes massives d'emplois et l'interruption de leur scolarité. Nous courrons à présent le risque de voir une génération être sacrifiée, en particulier dans les pays en développement.

Cela dit, nous ne pouvons et ne devons pas revenir à l'économie du passé, caractérisée par une croissance lente, une faible productivité, de fortes inégalités et une aggravation de la crise climatique. Nous devons nous tourner vers un avenir où nous agissons différemment. Deux tâches massives et urgentes nous attendent : lutter contre la pire crise économique depuis la Grande Dépression *et* amorcer une transition vers un monde plus vert, plus inclusif et plus dynamique.

Inspirons-nous de ceux qui ont joué un rôle primordial pendant la pandémie. Nous pensons notamment aux professionnels de la santé, aux livreurs et aux concierges, dont beaucoup ont du mal à joindre les deux bouts malgré leur travail acharné et les risques qu'ils prennent pour les autres.

Pour aider ces travailleurs et tous leurs proches, les pouvoirs publics ont débloqué environ 12 000 milliards de dollars en faveur des ménages et des entreprises. Des mesures extraordinaires de politique monétaire ont permis de maintenir le flux de crédit et d'aider ainsi des millions d'entreprises à poursuivre leurs activités. Nous devons nous appuyer sur ces mesures pour faire mieux, mais aussi pour relever les défis encore plus grands qui nous attendent.

L'un des principaux objectifs consiste à créer une meilleure économie pour tous. Permettez-moi de mettre l'accent sur quelques priorités essentielles qui nous aideront à y parvenir : investir dans les femmes et les jeunes, ainsi que dans des programmes d'éducation et de formation professionnelle qui offriront de nouvelles perspectives et stimuleront la productivité. C'est ce que j'appelle des « mesures au service des populations ».

Donner aux femmes les moyens de maîtriser leur destinée

La crise a été particulièrement difficile pour les femmes : elles travaillent principalement dans les secteurs durement touchés ou à risque, et nous savons que, dans les pays en développement, les filles ont moins de chances de retourner à l'école après une pandémie. Il est en outre plus probable que les femmes travaillent dans l'économie informelle et ne bénéficient donc pas de l'aide des pouvoirs publics. De plus, pendant la crise actuelle, les femmes consacrent 15 heures de plus par semaine que les hommes aux travaux ménagers non rémunérés dans plusieurs pays avancés.

Autrement dit, des décennies de progrès vers l'égalité femmes-hommes sont aujourd'hui menacées. Il faut donc réagir avec vigueur, en s'appuyant sur des mesures bien conçues et des données solides. L'augmentation des fonds en faveur de la garde d'enfants dans les budgets, par exemple, donne à un plus grand nombre de femmes la possibilité de travailler. La promotion de l'inclusion financière aiderait les femmes à mieux gérer les situations de crise et à tirer parti des possibilités de créer leur propre entreprise.

Le FMI aide ses pays membres à mettre en œuvre des politiques des finances publiques qui fonctionnent, y compris en favorisant la prise en compte de l'objectif d'égalité femmes-hommes dans le processus budgétaire. Il faut réfléchir à la mise en place de mécanismes juridiques permettant d'assurer l'égalité salariale, à une collaboration avec la société civile et au rôle de chef de file que les ministères des Finances doivent assumer sur cette question essentielle, comme cela a été le cas au Canada. Les études que nous avons menées montrent qu'une accélération de l'égalité entre les femmes et les hommes peut changer la donne à l'échelle mondiale. Pour les pays les plus inégalitaires, une réduction de cette disparité pourrait faire augmenter le PIB de 35 % en moyenne.

Investir dans les jeunes

Plusieurs des difficultés rencontrées par les femmes, comme le renforcement des compétences et l'obtention d'un emploi formel, touchent les jeunes de manière plus généralisée. Les jeunes travailleurs et ceux qui n'ont pas fait d'études universitaires sont

nettement moins susceptibles d'occuper des emplois où il est possible de travailler à distance et risquent donc davantage de se retrouver au chômage. Par ailleurs, la crise a perturbé le parcours de plus d'un milliard d'étudiants, ce qui pourrait avoir de graves conséquences pour leurs revenus et leur niveau de vie tout au long de leur existence.

Le FMI et la Banque mondiale ont récemment examiné en profondeur la manière dont la crise entrave l'accès aux possibilités offertes et ont mis en évidence des mesures susceptibles d'y remédier. Dans de nombreux pays, par exemple, la conception des réglementations du marché du travail peut être améliorée : il est préférable de renforcer les dispositifs de protection sociale des *travailleurs* plutôt que d'essayer de protéger *certaines emplois* qui pourraient disparaître.

Les pays peuvent prendre des mesures visant à améliorer le niveau d'instruction, comme le programme brésilien Bolsa Familia, par exemple, qui permet de verser des prestations en espèces aux familles dont les enfants vont à l'école.

Il est particulièrement utile pour les jeunes de faciliter la création d'entreprises et de la rendre moins coûteuse, comme le fait la Jordanie, ainsi que de mettre en place des programmes bien conçus qui permettent de dispenser une formation professionnelle aux jeunes et de les aider dans leur recherche d'emploi. Dans de nombreux pays, il est également possible d'accorder des subventions salariales au secteur privé pour inciter les employeurs à embaucher et à former des jeunes chômeurs.

Assurer l'accès aux possibilités offertes

Des mesures axées sur les personnes peuvent stimuler la productivité, en particulier si des investissements renforcent les capacités des travailleurs qui occupent des emplois informels et peu qualifiés. Ces travailleurs ont déjà des salaires plus bas, une moins bonne sécurité de l'emploi et une faible capacité à économiser pour les mauvais jours. Lorsque la pandémie a commencé, la plupart d'entre eux n'ont pas pu travailler à distance et se sont heurtés à la faiblesse des dispositifs de protection sociale, à un surpeuplement de leur logement et à un accès limité à des soins de santé de qualité.

Comme pour les autres groupes vulnérables, si chaque pays investit dans la réalisation du plein potentiel de ces travailleurs, c'est la société tout entière qui en bénéficiera. Les possibilités de recyclage et de reconversion professionnelles sont immenses, en particulier dans le cadre de notre action pour sauver notre planète. Nous pensons notamment aux activités de reboisement, de préservation de la nature et d'amélioration du rendement énergétique des bâtiments.

Nous pensons aussi à l'amélioration de l'accès à Internet et aux services financiers. Environ 1,7 milliard d'adultes ne disposent toujours pas de compte bancaire, et environ deux fois plus de personnes n'ont pas accès à Internet. Pour remédier à cette situation, il faut mettre en place l'infrastructure physique nécessaire (tours et réseaux à fibres optiques) ainsi qu'une législation sur la protection des consommateurs et de leur vie privée.

Les pouvoirs publics doivent également prendre des mesures dans le domaine de l'inclusion financière : ils doivent améliorer

les connaissances financières de la population, supprimer les obstacles juridiques à la propriété et délivrer des pièces d'identité pour que les personnes puissent ouvrir des comptes bancaires et accéder à des services financiers numériques.

Comment financer ces mesures ?

Nous savons ce qu'il convient de faire, mais comment le financer ? Une amélioration de l'efficacité des dépenses peut se traduire par de meilleurs résultats pour la population, sans avoir à augmenter les enveloppes budgétaires actuelles.

Malgré des difficultés majeures, le Libéria, le Malawi, le Népal et les îles Salomon ont enregistré une augmentation considérable de leurs recettes fiscales au cours de la dernière décennie (entre 7 et 20 points de pourcentage du PIB). Le fait de combler les lacunes et d'accroître l'efficacité des régimes fiscaux ouvre des perspectives de progrès dans de nombreux pays.

Pour les pays en développement à faible revenu, les dons et les prêts concessionnels resteront essentiels pour soutenir les

Nous devons nous tourner vers un avenir où nous agirons différemment.

investissements visant à améliorer les compétences et à stimuler la productivité. Pour les pays dont le niveau d'endettement est modéré, l'emprunt peut être une solution, surtout s'ils peuvent profiter de conditions de financement relativement bon marché. L'Égypte a récemment réalisé deux émissions d'obligations pour un montant total de 5,8 milliards de dollars, dont 750 millions de dollars pour une obligation verte (la première au Moyen-Orient) qui est axée sur des projets de lutte contre la pollution et de promotion des énergies renouvelables.

Le FMI s'attache à collaborer avec ses pays membres pour les aider à élaborer et à financer des mesures au service des populations. Les conseils économiques et les activités de renforcement des capacités que nous offrons favorisent l'augmentation et l'amélioration des dépenses sociales, la hausse des recettes intérieures et la mise en place d'une fiscalité plus efficace et plus progressive.

Nous avons en outre accordé des financements à une vitesse et à une échelle sans précédent : plus de 100 milliards de dollars en faveur de 81 pays, dont 48 pays à faible revenu. Nous étudions également des possibilités d'adapter davantage encore nos mécanismes de prêt afin de pouvoir continuer à servir nos pays membres au cours de la période à venir.

Alors que l'économie mondiale entame sa longue ascension depuis les profondeurs de la crise, une chose est claire : nous ne reviendrons pas en arrière. Si nous voulons surmonter la crise et façonner la reprise à notre main, nous devons aller de l'avant avec un sens renouvelé de la détermination et de la solidarité avec *tous* les peuples. Ensemble, nous pouvons bâtir un monde plus prospère et plus résilient. **FD**

KRISTALINA GEORGIEVA est Directrice générale du FMI.